



VILLE DE TARBES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Conseil Municipal de Tarbes
réuni en séance publique le 17 novembre 2014 à 18 heures
sous la présidence de M. Gérard TREMEGE, Maire



Etaient présents :

M. Gérard TREMEGE.

M. François-Xavier BRUNET - Mme Andrée DOUBRERE - M. Gilles CRASPAY -
Mme Anne-Marie ARGOUNES - M. Francis TOUYA - Mme Céline ROULET - M. Roger-
Vincent CALATAYUD - Mme Marie-Antoinette CASSAGNE-RODRIGUEZ - M. Jean-
Claude PIRON - Mme Myriam MENDES - M. Michel FORGET - Mme Marie-Suzanne
CAMPAGNOLLE - M. Pierre LAUGINIE - Mme Nathalie SUZAC - M. Albert MALFAIT -
Mme Anne CANDEBAT-REQUET, Maires-Adjoints.

M. Eugène POURCHIER - Mme Marie-Françoise CRANCEE - M. Jean-François CALVO -
M. David LARRAZABAL - M. Michaël DUCROCQ - M. Laurent TEIXEIRA, Conseillers
Municipaux Délégués.

Mme Cinthia PEYRET - Mme Delphine POUHEY-GIRARDEAU - M. Sébastien CAUJOLLE -
Mme Hind AMRI - M. Romain GIRAL - Mme Elisabeth ARHEIX - Mme Elisabeth
BRUNET - M. Jean-Claude PALMADE - Mme Michèle PHAM-BARANNE - M. Pierre
MONTTOYA - Mme Marie-Pierre VIEU - M. Pierre LAGONELLE - Mme Laurence
ANCIEN - M. Dominique MONTAMAT, Conseillers Municipaux.

Avaient donné pouvoir :

M. Christian ESCOBEDO à M. Roger-Vincent CALATAYUD
Mme Marie-Christine HUIN à Mme Andrée DOUBRERE
Mme Florence GASSAN à M. François-Xavier BRUNET
Mme Caroline TONON à Mme Anne-Marie ARGOUNES
Mme Christiane HELIP à M. Jean-Claude PALMADE
M. Laurent DUBOUIX à Mme Michèle PHAM-BARANNE



Mme MENDES est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Mme TONON rejoint la séance lors de l'examen du point n° 6 « Gestion active de la dette ».

M. CAUJOLLE quitte la séance lors de l'examen du point n° 6 « Gestion active de la dette » et donne pouvoir à Mme TONON.

Mme AMRI quitte la séance lors du point n° 7 « Débat d'orientations budgétaires » et donne pouvoir à M. TOUYA.

Mme VIEU quitte la séance après examen du point n° 9 « Budget principal 2014 -
Décision modificative n°5 » et donne pouvoir à M. MONTAMAT.

MODIFICATION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN – RECTIFICATION D'UNE ERREUR MATERIELLE

Par délibération en date du 17 février 2014, le Conseil municipal a institué le droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones urbaines et des zones d'urbanisations futures du plan local d'urbanisme de la commune conformément aux délimitations figurant dans le document graphique annexé à la délibération.

Suite à une erreur matérielle de retranscription du périmètre de la zone UB quartier de Bastillac Nord, la parcelle CK n° 151, d'une surface de 2107 m², a été exclue du périmètre où s'applique le droit de préemption urbain.

Il est envisagé de rectifier cette erreur matérielle et d'inclure la parcelle CK n°151 dans le périmètre du droit de préemption urbain.

- Vu le code de l'urbanisme et plus particulièrement les articles L 210 et suivants, L 213-1 et suivants, L 300-1, R 211-1 et suivants et R 213-1 et suivants qui permettent à une commune disposant d'un Plan Local d'Urbanisme opposable, d'instaurer un droit de préemption urbain (DPU) sur tout ou parties des zones urbaines et des zones d'urbanisation futures de son territoire,
- Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé par le Conseil municipal du 17 février 2014,
- Vu l'article L 2122-22 15° alinéa du code général des collectivités territoriales,

Considérant l'intérêt de la commune de pouvoir maîtriser l'urbanisation de son territoire et de suivre l'évolution de la pression foncière,

Considérant que le droit de préemption urbain permet à la commune de mener une politique foncière en vue de la réalisation d'opérations d'aménagement par l'acquisition de biens à l'occasion de mutations,

Sur l'avis favorable de la Commission municipale Urbanisme, Architecture et Infrastructures culturelles, Logement en date du 6 novembre 2014, il est proposé au Conseil municipal :

- D'inclure la parcelle CK N° 151 dans le périmètre où s'applique le droit de préemption urbain,
- De modifier le document graphique annexé à la présente délibération,
- Le nouveau périmètre du droit de préemption urbain entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est à dire aura été transmise au représentant de l'Etat dans le département et aura fait l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois, constaté par un certificat à la fin du présent délai et d'une insertion légale dans deux journaux locaux diffusés dans le département,
- Le périmètre d'application du droit de préemption urbain sera annexé au PLU de la commune, conformément à l'article R.123-13-4 du code de l'urbanisme,

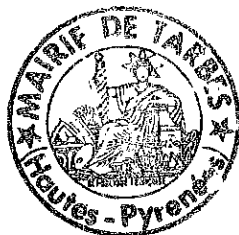
- La présente délibération exécutoire et accompagnée du nouveau document graphique corrigé sera par ailleurs adressée :
 - à Monsieur le Directeur des services Fiscaux,
 - au conseil supérieur du Notariat,
 - à la chambre Départementale des Notaires,
 - au barreau constitué près du Tribunal de grande instance de Tarbes,
 - au greffe du Tribunal de grande instance de Tarbes.

Nombre de conseillers en exercice : 43
Présents ou représentés à la séance : 43
Nombre de votants : 43

Pour : 43
Contre : 0
Abstention : 0

Ces propositions sont adoptées.

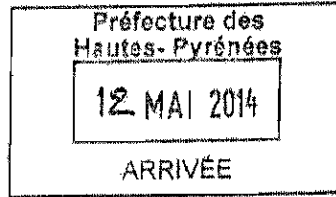
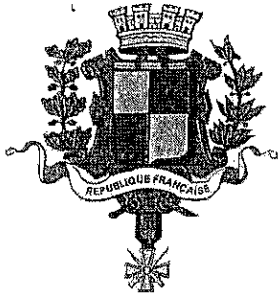
POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE



Transmis à la Préfecture le

Publié ou notifié le





Droit de Prémption Urbain
DCM du 17 février 2014

modifié par
DCM du 17 novembre 2014

VILLE DE TARBES

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Conseil Municipal de Tarbes
réuni en séance publique le 17 février 2014 à 18 heures
sous la présidence de M. Gérard TREMEGE, Maire

Etaient présents :

M. Gérard TREMEGE, Maire.

Mme Andrée DOUBRERE - M. Francis TOUYA - Mme Anne-Marie ARGOUNES - M. Gilles CRASPAY - M. Roger-Vincent CALATAYUD - M. Eugène POURCHIER - M. Michel FORGET - M. Jean-Claude PIRON - Mme Marie-Antoinette CASSAGNE-RODRIGUEZ - M. Jean-François CALVO - M. Albert MALFAIT - Mme Nathalie SUZAC - Mme Anne CANDEBAT-REQUET - Mme Marie-Françoise CRANCEE, Adjoints au Maire.

M. David LARRAZABAL - M. François GALLEGRO, Conseillers Municipaux Délégués.

Mme CRESSEVER - Mme CHENUAUD - Mme LEGOUAS - M. PEYRE - M. LAUGNIE - M. RABOUAN - Mme EDOUARD - Mme GASSAN - Mme HUIN - M. JUNCA - M. TEIXEIRA - M. VIVEZ - Mme JULIAN - M. LOURDOU - Mme VIEU - M. GAITS - Mme EYDELI-BUFFAT - Mme DONADILLE - M. MONTAMAT, Conseillers Municipaux.

Etaient absents :

- Mme RACHIDY
- Melle TAMAME
- M. CHARDENOUX

Avaient donné pouvoir :

- Mme CASTELLÓT à Mme ARGOUNES
- M. BENSÂÏD à M. TREMEGE
- M. SAINT-MEZARD à M. MONTAMAT



M. TEIXEIRA est désigné en qualité de secrétaire de séance.



DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Un droit de préemption urbain s'applique sur tout ou partie du territoire communal. Son périmètre et sa gestion ont évolué à différentes reprises :

- 27 mars 2000, a transféré à la CAGT , dans le cadre de sa compétence d'aménagement des zones d'activités, le droit de préemption urbain sur la zone d'activité de Cognac.
- 25 juin 2001, a institué, pour mener dans l'intérêt général une politique foncière en vue de la réalisation d'opération d'aménagement, un droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones urbaines U et d'urbanisation future NA du POS ainsi que dans le périmètre de la ZAC de l'ORMEAU.
- 10 octobre 2005, a délégué l'exercice du droit de préemption urbain à la CAGT pour l'acquisition des parcelles AO n°236 & 237 rue du maquis de Sombrun, compte tenu de la réflexion alors engagée du projet de création d'un Pôle d'Echange Intermodal.

Si le Plan Local d'Urbanisme, soumis à l'approbation de ce présent conseil municipal, en renommant et en remaniant les périmètres, des zones urbaines et d'urbanisation futures, nous conduit à mettre en cohérence le périmètre du droit de préemption urbain institué le 25 juin 2001, il convient également de mettre en perspective les objectifs du droit de préemption Urbain au regard des enjeux du territoire identifiés à l'occasion de son élaboration.

Le diagnostic territorial, établi à l'occasion de son élaboration a fait ressortir des enjeux stratégiques pour la commune :

- Renouvellement urbain,
- Politique locale en matière d'habitat, afin de lutter contre la vacance notamment dans le centre ville, de permettre l'émergence de projet de qualité bien intégré dans leur environnement et répondant aux attentes des usagers ;
- Sauvegarde et mise en valeur du patrimoine bâti ou non bâti ;
- Maintient et accueil d'activités économiques et commerciales, notamment en centre ville ;
- Valorisation de l'image de la commune.

Afin de permettre la réalisation de ces enjeux, il est nécessaire d'avoir une connaissance de l'ensemble des ventes intervenant dans les secteurs où s'appliquerait le droit de préemption urbain et de bénéficier d'un droit d'accès prioritaire des biens.

Sur l'avis favorable de la Commission municipale d'Urbanisme, Architecture, Patrimoine et Logement en date du 4 février 2014, il est proposé au Conseil Municipal :

- Vu le code de l'urbanisme et plus particulièrement les articles L 210 et suivants, L 213-1 et suivants, L 300-1, R 211-1 et suivants et R213-1 et suivants qui permettent à une commune disposant d'un Plan Local d'Urbanisme opposable, d'instaurer un droit de préemption urbain (DPU) sur tout ou parties des zones urbaines et des zones d'urbanisation futures de son territoire,

- Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé par le conseil municipal du 17 février 2014,
- Vu l'article L 2122-22 15° alinéa du code général des collectivités territoriales,

Considérant l'intérêt de la commune de pouvoir maîtriser l'urbanisation de son territoire et de suivre l'évolution de la pression foncière,

Considérant que le droit de préemption urbain permet à la commune de mener une politique foncière en vue de la réalisation d'opérations d'aménagement par l'acquisition de biens à l'occasion de mutations,

- D'instituer le droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones urbaines et des zones d'urbanisations futures du plan local d'urbanisme de la commune conformément aux délimitations figurant dans le document graphique annexé à la présente délibération.
- Le droit de préemption urbain entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est à dire aura été transmise au représentant de l'Etat dans le département et aura fait l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois, constaté par un certificat à la fin du présent délai et d'une insertion légale dans deux journaux locaux diffusés dans le département.
- La présente délibération exécutoire et accompagnées des plans de délimitation du droit de préemption urbain sera par ailleurs adressée à :
 - Monsieur le Directeur des services Fiscaux,
 - Au conseil supérieur du Notariat,
 - La chambre Départementale des Notaires,
 - Au bureau constitués près du tribunal de grande instance de Tarbes,
 - Au greffe du tribunal de grande instance de Tarbes.
- Le périmètre d'application du droit de préemption urbain est annexé au dossier du PLU approuvé ce jour, conformément à l'article R.123-13-4 du code de l'urbanisme.
- Conformément à l'article L.213-13 du code de l'urbanisme, un registre sera ouvert en mairie où seront inscrites toutes les acquisitions réalisées par exercice du droit de préemption et où sera précisée l'utilisation définitive des biens ainsi acquis. Toute personne pourra consulter ce registre ou en obtenir un extrait.

Nombre de conseillers en exercice :	42
Présents ou représentés à la séance :	39
Nombre de votants :	39

Pour :	38
Contre :	0
Abstention :	1



Ces propositions sont adoptées.



POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE